

Extrait 5 - Opus 1

Franchir les Murs de Verre

Un citoyen vache à lait

1

Opus

Monthome

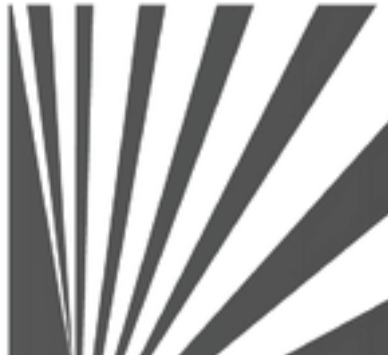
Franchir les Murs de Verre

Comment le système détourne
l'esprit de la démocratie

Auteur : Monthome - ISBN 9791023701371

0.50€

BOOKINER 



Auteur : Monthome

www.bookiner.com

Usage libre de droit (non marchand) avec mention «Bookiner.com»

Franchir les Murs de Verre

Extrait 5 - Opus 1 Un citoyen vache à lait

- 17. Savez-vous que chaque jour l'Etat organise la traite des gens ?**
- 18. Comme un mauvais père qui ne respecte pas suffisamment ses enfants**
- 19. Une véritable maltraitance sociétale et économique**
- 20. La fiscalité, une verrue sous le pied qui fait mal en marchant**

«Le véritable ennemi n'est pas l'autre mais tout ce que je ne sais pas comprendre et dompter en moi.»

Conditions d'usage libre de droits

Tout contenu gratuit ou payant peut être utilisé avec l'obligation d'indiquer la mention «Bookiner.com». L'acquéreur sur le site bénéficie d'un usage libre de droits à titre **PERSONNEL** (individuel, familial et privatif) dans un cadre exclusivement non marchand, non concurrentiel et non grand public. Il est autorisé à installer ce fichier sur tout équipement informatique et télécoms dont il est propriétaire ainsi que pratiquer éventuellement une duplication, un téléchargement, ou un envoi sous forme de fichier, à un maximum de 5 postes/utilisateurs internes. Ce droit ne s'applique pas à l'utilisateur qui reçoit gratuitement un contenu payant, lequel ne peut aucunement le diffuser autour de lui sans risquer de tomber sous le coup de la loi portant sur le copyright et/ou s'exposer aux conditions restrictives du droit d'auteur et de la protection intellectuelle.

17. Savez-vous que chaque jour l'Etat organise la traite des gens ?

Il est anormal que le système ait toujours raison sur le citoyen via l'implication autoritaire et/ou directive de ses institutions. Sous l'angle du fonctionnement du système, qui ne l'avouera jamais, le citoyen qu'il soit «invisible», visible, privilégié, catégorisé ou nuisible, est perçu comme une ressource (ou un boulet) en n'ayant d'intérêt que pour ce qu'il coûte à la société et/ou pour ce qu'il peut apporter de contribution, d'actif et de valorisation dans le patrimoine étatique et collectif. En cela, tout individu depuis son plus jeune âge jusqu'à sa mort est exploité, à l'instar des ressources naturelles, à des fins économiques et politiques (assise populaire lors d'élections, rentrées fiscales, pions et rouages dans la vie collective, acteur de la consommation...) mais aussi idéologiques (mentalité de groupe, fonctionnement cognitif, vision communautaire, direction orientée dans les trajectoires individuelles et collectives...). L'imagination des gouvernants, technocrates et influents est sans limite pour extraire du citoyen un maximum de rendement en le trayant, en tout lieu et à tout moment, à l'instar d'une vache à lait qu'on laisse paître dans un pré carré de plus en plus petit et sous constante surveillance.

Pourtant il est vrai, en toute logique, qu'il ne peut y avoir de pérennité du système et des institutions, sans pérennisation des contributions forcées ou imposées aux citoyens. Le citoyen est donc paradoxalement le souteneur officiel du système, son principal créancier et son docile serviteur. Une évolution pas très démocratique en soi !

Citoyen - Vache à lait : Cette expression n'est ni offensante ni irréaliste en étant le reflet d'une réalité quotidienne dans laquelle le citoyen est invité à s'ébrouer dans le pré (activités diverses), se faire soigner et nourrir (consommation, assistances diverses) puis passer à la traite régulière. Exemples de contributions au rendement contrôlé :

- . Taxations directes ou indirectes pour se nourrir, se loger, s'habiller, consommer, se divertir, se déplacer, travailler, commercer, hériter, épargner, investir, se soigner, pratiquer des activités, s'informer et même mourir.
- . Exploitation des talents et capacités humaines en terme de taux de production, d'énergie mobilisée, de résultat obtenu, ainsi que de main-d'œuvre utile à la maintenance et prospérité du système.
- . Défense du système en utilisant dans la population des collaborateurs, bras armés et/ou «chair à canon» pour assurer le fonctionnement, la sécurité ou l'hégémonie du système.
- . Formatage, matricage et conditionnement à tout âge de la vie du citoyen lambda, pour éviter la dispersion incontrôlable des masses mais aussi créer de la valeur ajoutée nationale, via l'éducation nationale et supérieure, le rôle professionnel, la contribution civique, l'ordre moral, l'influence médiatique...
- . Cadrage du citoyen lambda par les gardiens du système (élite, serviteurs de l'Etat, administration générale, sécurité, justice, fisc, services sociaux...) afin d'éviter les pertes ou fuites de rendement et assurer une dynamisation suffisante à tous les échelons de la vie institutionnelle, sociale, privée et collective.

18. Comme un mauvais père qui ne respecte pas suffisamment ses enfants

Le citoyen moderne est détenteur d'un savoir culturel moyen de niveau Bac (et plus) associé, le plus souvent, à des compétences professionnelles et à des savoir-faire divers, lui apportant une ouverture d'esprit et une capacité de libre arbitre jamais égalées dans l'histoire. Parallèlement, il dispose d'une carapace individuelle formée par les épreuves du temps et la nécessité à vivre (ou survivre) dans un monde de plus en plus complexe et exigeant, tout en étant soumis quotidiennement à une pression de plus en plus forte l'obligeant à assumer toujours davantage d'obligations. Le système, de son côté, comme un mauvais père s'évertue à le culpabiliser et à le fragiliser constamment en produisant des normes directives, en imposant des orientations plus ou moins autoritaires, en s'occupant mal de lui, en le sous-estimant, en le bridant dans ses attentes et potentiels. Il en ressort que l'organisation sociale est une vaste machinerie habillée de démocratie mais dont tous les rouages forment un ensemble fantastique de contraintes systémiques produisant des moments de paix et de stabilité mais aussi, en continu, des difficultés et des agressions constantes.

Que chaque impact soit perçu comme mineur ou majeur selon les individus, il n'en demeure pas moins que la dureté et la contrainte systémique se répercutent aussi bien sous l'angle psychologique (stress, anxiété, insécurité, culpabilisation, infantilisation...) que sous l'angle du porte-monnaie (taxation, prélèvement, contributions diverses, pouvoir d'achat...) ou encore sous l'angle social et économique (dureté de la vie collective, de l'administration, du monde du travail et du chômage, dépendance directe en de nombreux domaines : énergie, consommation, habitation, éducation, formation...).

Paradoxe systémique : Plus la condition humaine et citoyenne évolue, plus la contrainte systémique devient forte. Un phénomène paradoxal lié au fait que tout système tend à rattraper automatiquement le jeu sociétal séparant la norme collective de l'autonomie individuelle en produisant, au cumul, une inflation subséquente de mesures destinées à éviter d'être lui-même débordé.

19. Une véritable maltraitance sociétale et économique

Sans s'en rendre vraiment compte, la pression du système exercée sur la vie courante est de plus en plus forte et dure, même si la plupart des gens la sentent moins par habitude et/ou pris dans un activisme régulier. C'est un autre paradoxe de société lorsque l'individu derrière le citoyen devient, dans le même temps, plus cultivé, mieux informé, moins agressif (moins primaire), plus tolérant avec les autres mais aussi plus mal traité, moins valorisé, plus dépendant du système. Avec l'emprise normative (murs de pierres), l'emprise économique est devenue majeure dans la vie des citoyens. Le rapport à l'argent s'impose même comme la principale forme moderne de domination du système/institution envers le peuple et le citoyen lambda. Niveau de vie, intensité de consommation, nécessité d'usage d'équipements technologiques, adéquation aux standards socioéconomiques..., produisent ensemble un asservissement puissant sur de nombreux besoins humains. Une réalité de soumission et de conformité aux attendus du système qui est même devenue pour beaucoup une finalité de vie dans une équation existentielle simple :

allégeance au système = vie normale = politiquement correct

La question posée est de savoir si, à l'instar de la contrainte filiale, la contrainte tutélaire provenant du système doit toujours s'appliquer lorsque le citoyen devient adulte et émancipé ? Si la réponse est non, alors cette logique de dépendance doit être stoppée et/ou modifiée à la source. Si la réponse est oui, alors l'évolution en démocratie n'est pas vraiment nécessaire et la simple illusion démocratique suffit.

Suivisme et grégarité : Tout système qui impose ses règles fait en sorte que celles-ci deviennent une normalité générale afin de devenir progressivement une habitude collective qui s'impose ensuite comme une nécessité existentielle. Au final, si la règle de départ est mauvaise, le comportement individuel accuse une déformation légitimée et validée par l'engagement symétrique des autres. L'autre devient la norme existentielle en s'oubliant soi-même.

20. La fiscalité, une verrue sous le pied qui fait mal en marchant

La plupart des sociétés ont tendance à abuser dans l'usage de la fiscalité ainsi que dans les taux de contribution en oubliant que ceux-ci n'ont rien d'absolu et qu'ils sont très variables d'un pays à l'autre, d'un mode de gestion à l'autre. La posture «panurgique» consistant à accepter, sous prétexte de solidarité, les règles de contribution imposées par le système a un effet direct sur la qualité de vie au sein des classes médianes et pauvres. Sans nier la nécessité évidente de contribuer à l'œuvre collective et favoriser le principe de redistribution, le citoyen lambda est souvent prélevé contre son gré, sans réciprocité directe, et sans vraiment savoir à quoi cela sert. Il sait qu'il favorise des investissements utiles mais aussi qu'il nourrit toute une cohorte de personnels rémunérés par la collectivité dont certains agissent ouvertement à l'encontre même du citoyen payeur. Un paradoxe de plus lorsque, par exemple, sur l'équivalent de 12 mois de travail, plus de 7 à 8 mois (voire davantage) sont affectés aux ressources de l'Etat et aux services publics sous diverses formes. Il en résulte mécaniquement que 8/12^e de la ci-

toyenneté légale n'appartient pas à l'individu mais lui est directement imposé sous forme de contraintes, devoirs, morale, prélèvements obligatoires. Chacun sait intuitivement qu'exister en société ce n'est pas seulement développer et valoriser l'humain en soi, et autour de soi, mais d'abord remplir correctement l'ensemble des conditions imposées par le système. Face à cette évolution relativement négative de la condition citoyenne, tout l'enjeu des sociétés modernes est double : redonner du sens à la plénitude de l'existence individuelle et citoyenne ; faire en sorte que la polarité dominante du système redevienne pleinement positive.

En quoi tout ce qui concourt au négatif et au lissage vers le bas économique des individus est-il utile en société ? Il est clair que l'ingénierie à tendance prédatrice de la fiscalité y contribue à sa façon. La croissance, le bonheur, la qualité de vie, ne doivent-ils pas bénéficier d'une fiscalité basse même si cela est au détriment du train de vie de l'Etat et de ses institutions ?

Positiver la fiscalisation

Il existe 3 grands axes pour positiver la fiscalisation et redonner de l'oxygène au citoyen, à l'entreprise et à l'Etat endetté :

1. Année fiscale zéro ou comment défiscaliser complètement tous les 10 ans, pendant une année complète, un décile (10%) des ménages et des entreprises afin de leur redonner positivement du pouvoir d'achat et/ou favoriser les investissements. Pour éviter toute forme de spéculation, chaque décile peut être régulièrement tiré au sort. Cela permet de contribuer directement au maintien de la croissance par la consommation, l'investissement privé et productif.

2. Defeasance round ou comment désendetter les Etats, les entreprises et les ménages, à partir d'un certain seuil d'étouffement et sous certaines conditions raisonnables de réciprocité, en annulant purement et simplement des dettes ciblées, voire même l'ensemble cumulé des dettes, auprès des créanciers par le biais d'un système de compensation hors financier. La réciprocité appliquée aux créanciers est dans l'exonération d'impôts, de contributions et autres charges, de manière proportionnelle (100%, 75%, 50% de la dette estimée), avec ou sans franchise (% d'effort de solidarité) sur une période suffisante (5, 10, 15, 20 ans). Les économies fiscales, réductions de charges et autres facilités non monétaires accordées permettent ainsi de restructurer «fiscalement», en partie, les créances. Il s'agit là de promouvoir une sorte de «defeasance round» fondé sur l'effort financier significatif de la part des créanciers les plus nantis (ceux qui n'ont pas de problèmes d'argent ni de patrimoine) associé à une posture de réciprocité non monétaire engageant les désendettés.

3. Etalons fiscaux internationaux ou comment pratiquer des taux fiscaux internationaux de référence utilisables aussi bien par les Etats, les entreprises que les ménages. L'objectif majeur est d'éviter l'entropie fiscale et macroéconomique, les errances financières conduisant à l'appauvrissement des ménages et des entreprises ou encore la spéculation monétaire, la concurrence fiscale compétitive ou déloyale... Pour cela, l'idéal consiste à définir plusieurs taux fiscaux internationaux de référence fondés sur la moyenne pratiquée par les 50 plus grands pays, au prorata de leur importance économique réelle (PIB par exemple). Ces taux de référence peuvent s'appliquer aussi bien aux droits de douane, aux plus-values financières, à la TVA, CSG, impôts sur les sociétés, impôt sur le revenu, droits divers... Autour de ces taux, une marge de manœuvre limitée à +/- 10% est possible. Il s'agit là de promouvoir un «étalon fiscal» universel.

Pour accéder à une véritable démocratie, il est temps de revenir aux fondamentaux citoyens et ne plus se comporter en vache à lait. Il est nécessaire pour cela que l'économie, la finance et la fiscalité, ne soient pas omnipotents sur l'ensemble de la population. Il est important que le citoyen domine le sujet ou, pour le moins, applique une forme de réciprocité à faire rendre des comptes et/ou soumettre régulièrement ces grands bastions dominants en société à une contrainte de solidarité et de modestie.

Le grand malheur des gens, au-delà des catastrophes naturelles, guerres, épidémies, problèmes de santé, vient du manque de pouvoir d'achat ne leur permettant pas de satisfaire leurs différents besoins, désirs et projets. Il est donc nécessaire de favoriser, périodiquement, des purges et des baisses de pression fiscale et/ou d'endettement afin de redonner de l'oxygène et de l'énergie aux forces actives. Le mythe de l'argent doit être combattu par la désacralisation de la créance et de la contribution fiscale.